OpenData in France A fight for transparency



Benjamin Ooghe-Tabanou – Open Knowledge Conference Berlin – July 1st 2011





1978 CADA Law: early start...

- A democratic and pro-transparency law
- One of the first right to access public documents in Europe
- An independant authority created to help citizens (on the juridic side and institutionnal one)

 An independant authority created to help citizens (on the juridic side and institutionnal one)

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE 2851 is Juillet 1978 LOIS Art. 3. - Sous réserve des dispositions de la 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, concernant les informations nominatives figurant dans des fichiers, toute personne a le droit de connaître les informa-LOI nº 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses Of a mélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal (1). tions contenues dans un document administratif dont les conclusions lui sont opposées. Sur sa demande, ses observations à l'égard desdites conclusions L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté, ont obligatoirement consignées en annexe au document concerné. L'utilisation d'un document administratif au mépris des dispo-sitions ci-dessus est interdite. Art 4. - L'acrès aux documents administratifs s'exerce : c) Par consultation gratuite sur place, sauf si la préservation De la liberté d'accès aux documents administratifs. du document ne le permet pes ou n'en permet pas la repro-Art. 1". - Le droit des administrés à l'information est préduction: cisé et garanti par le présent litre en ce qui concerne la liberté d'accès aux documents administratifs de caractère non nomi- Sous réserve que la reproduction ne nuise pas à la conservation du document, par délivrance de copies en un seul exemplaire, aux frais de la personne qui les sollicite, et sans que ces frais puissent excéder le coût réel des charges de Sont considérés comme documents administratifs au sens du South consideres comme accuments auminitatilis au sens du présent titre tous dossiers, rapports, études, comptes readus, procés-verbaux, statistiques, directives, instructions, circulaires, notes et réponses ministérielles qui comportent une interprétafonctionnement créées par l'application du présent titre. Le service doit délivrer la copie soilicitée ou la notification de refus de communication prévue à l'article 7. notes et réponses ministeriolies qui comporcem the interpredi-tion du droit positif ou une description des procédures admini-tratives, avis, à l'exception des avis du Conseil d'Etat et des tribonaux administratifs, prévisions et décisions revêtant la forme d'écrits, d'enregistrements sonores ou visuels, de traite-forme d'écrits, d'enregistrements sonores ou visuels, de traite-Art. 5. — Une commission une « commission unece» de ordente da decuments administratifs se est chargée de weller au respect de la liberté d'accès aux documents administratifs dans les conditions prévues par le présent titre, notamment en émettant des avis lorsqu'elle, est saisie par une personne qui reacoutre des difficultés pour obtant la communication d'un document des difficultés pour obtant la communication d'un document nents automatisés d'informations non nominatives. Art. 2. - Sous réserve des dispositions de l'article 6 les documents administratifs sont de plein droit communicables aux personnes qui en font la demande, qu'ils émanent des adminisadministratif, en conseillant les autorités compétentes sur toute question relative à l'application du présent titre, et en proposant toutes modifications utiles des textes législatifs où réglementrations de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics ou des organismes, fussent-ils de droit privé, chargés taires relatifs à la communication de documents administratifs. de la gestion d'un service public. La commission établit un rapport annuel qui est rendu public. Un décret en Conseil d'Etat détermine la composition et le

fonctionnement de la commission prévue au présent article.

Art. 6. — Les administrations mentionnées à l'article 2 peuvent refuser de laisser consulter ou de communiquer un document administratif dont la consultation ou la communication porteruit atteinte:

— au secret des délibérations du Gouvernement et des autorités responsables relevant du pouvoir exécutif;



... but a limited one (1978)

- Need to improve the CADA law:
 - No existing list: citizens need to identify the documents
 - No investigation power for the CADA
 - No coercive power (yet...)
 - No re-use recognition (yet...)



The 80's data gold rush

- Public institutions start closing their data:
 - IGN (the french ordnance survey)
 - stops respecting the law: « all material paid by public should be freely available » they're not
 - private fundings more and more important in their budget
 - Legal information
 - owned by Reuters or book publishers



Early 2000's: the legal battle

- Access to law should be a public service
 - → LegiFrance.gouv.fr
- Strong oposition from editors & publishers
 - → Inside job to confront with the situation
- A compromise :
 - Open access to law
 - Data Re-use to be paid





2005: Creation of the APIE

- Promotion of the State's Immaterial Property
- Make the country a trademark
- Sell data as often as they can:
 - Gas prices database (originally created to make prices more transparent to the consumers) 38k€
 - Cities budgets 46k€





2005: PSI Directive transposition

Better recognition of re-use

Cultural data excluded, thanks France!...

 Does not include data from private or semi-public companies exercing public services



Transparency rises back

Civil society pushing for Open Data



First initiatives: national level

- Transparency projects
- 1st national OpenDataCamp in Paris (12/2009)
- Data Catalogs
 - Citizen project based on CKAN http://www.NosDonnees.fr



- Commercial project http://Data-Publica.fr
- First experiences of data-journalism



Local civil initiatives

- Petitions / Open Letters:
 - LiberTIC Nantes
 - Toulouse citizens
- Barcamps
 - Bourgogne citizens
- Grassroot lobbying (Twitter, blog articles, ...)
 - Paris



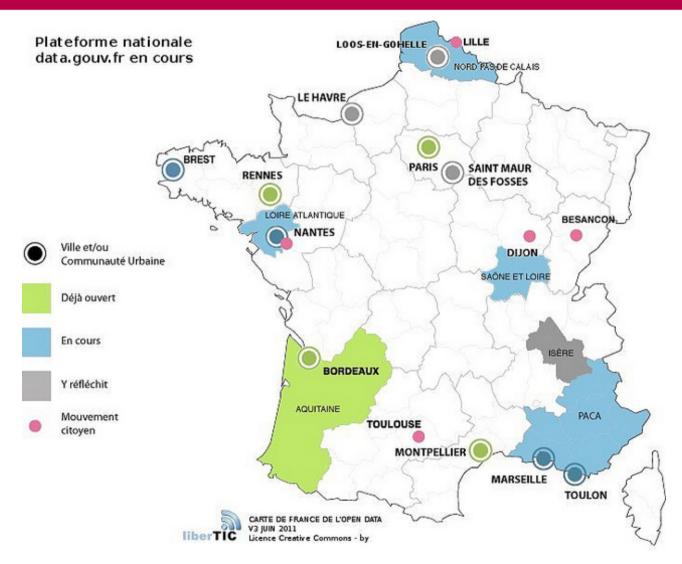


Local official initiatives

- Pioneer: Rennes
 - Non-commercial licence at first
 - Opening its licence but still not OpenData licence
- Paris
 - in ODbL after discussion with the community
- Montpellier, Bordeaux currently under NC...
 - → ongoing discussion to be continued...



Current situation over France





On the national level: EtaLab

- Governmental initiative for data.gouv.fr
 - An open data team created on january 2011
 - Preparation of a public OpenData platform
 - New legal framework limiting paying data
 - General hearings about an OpenData licence
 - Draft of the future chosen licence by the summer
 - Beta platform by the end of the year



EtaLab for data.gouv.fr

Lots of news (mostly good...)

... but no gov dataset published as OpenData yet



We need help: Sign with us!



http://DonneesLibres.info



Follow the progresses



http://RegardsCitoyens.org/open-data-en-france/@RegardsCitoyens

http://libertic.wordpress.com/ @LiberTIC